



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-001 : Taxe d'Habitation - Majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire explique que conformément aux dispositions de l'article 1407 *ter* du Code Général des Impôts (CGI), les conseils municipaux des communes situées dans le périmètre d'application de la Taxe sur les Logements Vacants prévue (TLV) à l'article 232 du CGI peuvent majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés. Le taux majoré est intégré dans le plafond existant des taux de taxe d'habitation. L'instauration de la majoration est subordonnée à une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante.

En application de l'article 73 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, le décret n° 2023-822 du 25 août 2023 a étendu la liste des communes qui peuvent imposer cette majoration. La Commune de Soorts-Hossegor en fait partie car il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. En effet, selon les données de la Direction Générale des Finances Publiques, 55,60 % des logements présents sur la Commune sont des résidences secondaires ; en conséquence, il est très difficile notamment pour les jeunes qui le souhaitent de continuer à habiter



sur la Commune et pour les personnes travaillant sur la Commune d'y résider. Ainsi que la loi de finances du 30 décembre 2022 l'y encourage puis le décret du 25 août dernier le prévoit, il convient d'inciter fortement les propriétaires de résidences secondaires à mettre leur logement en location à l'année, le cas échéant de générer des ressources fiscales supplémentaires, pour créer ou rénover des logements accessibles à tous et par voie de conséquence les équipements publics nécessaires au bon fonctionnement de la Commune.

VU l'article 73 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ayant pour objet d'étendre le champ d'application de la majoration de taxe d'habitation sur résidences secondaires (logements meublés non affectés à l'habitation principale au sens de l'article 1407 *ter* du CGI) et de la taxe annuelle sur les logements vacants (article 232 du CGI),

VU le décret n° 2023-822 du 25 août 2023 modifiant les décrets n° 2013-392 du 10 mai 2013 par le décret n° 2015-1284 du 13 octobre 2015 relatifs au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts,

VU l'article 1407 *ter* du Code Général des Impôts,

VU l'article 232 du Code Général des Impôts,

Après en avoir délibéré,

Par 23 voix pour et 1 abstention (Mathilde VINTROU)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de majorer de 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

CHARGE Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-002 : Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard Dupouy, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée délibérante que, Madame la Trésorière Principale de Saint-Vincent-de-Tyrosse a transmis un état des produits communaux à présenter au Conseil Municipal, pour décision d'admission en non-valeur, dans le budget principal.

Il rappelle qu'en vertu des dispositions législatives qui organisent la séparation des Ordonnateurs et des Comptables, il appartient à la Trésorière, et à elle seule, de procéder, sous le contrôle de l'État, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances.

Monsieur l'adjoint au maire en charge des finances explique qu'il s'agit de créances communales pour lesquelles la Trésorière n'a pu aboutir dans les procédures de recouvrement qui s'offraient à elle.

Il indique que le montant total des titres à admettre en non-valeur s'élève à 20 282,25 €.

Il précise que ces titres concernent principalement des participations au raccordement à l'assainissement collectif, à des redevances de taxe de séjour, à des inscriptions aux activités du PEJ, et à des autorisations d'occupation du domaine public.



Le tableau ci-dessous détaille les créances communales en cause.

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Type de recettes	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2006	T-498	1	4582--	Divers	1 335,45 €	Poursuite sans effet
2009	T-476	1	7067-251-	Cantine scolaire	30,43 €	Poursuite sans effet
2009	T-109	1	752-71-	Loyers	99,56 €	Poursuite sans effet
2009	T-174	1	752-71-	Loyers	67,35 €	Poursuite sans effet
2009	T-580	1	70323-01-	Occupation DPM	192,75 €	Poursuite sans effet
2010	T-518	1	7067-251-	Garderie	34,00 €	Poursuite sans effet
2011	T-862	1	70323-01-	Occupation DPM	473,25 €	Poursuite sans effet
2012	T-657	1	7067-251-	Garderie	10,80 €	Poursuite sans effet
2012	T-704607302047	1	704--	Participation branchements égouts	381,12 €	Poursuite sans effet
2012	T-704607302296	1	704--	Participation branchements égouts	762,25 €	Poursuite sans effet
2012	T-1037	1	7362-01-	Taxe de séjour	41,58 €	Poursuite sans effet
2012	T-704607302187	1	704--	Participation branchements égouts	762,25 €	Poursuite sans effet
2012	T-695	1	70323-01-	Occupation DPM	483,00 €	Poursuite sans effet
2013	T-129	1	70323-01-	Autorisation de voirie	10,00 €	RAR inférieur seuil poursuite
2013	T-742	1	7067-251-	Garderie	19,50 €	RAR inférieur seuil poursuite
2013	T-746	1	7067-251-	Garderie	16,20 €	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-1089	1	7336-01-	Marché	216,00 €	Poursuite sans effet
2014	T-1088	1	7336-01-	Marché	343,00 €	Poursuite sans effet
2014	T-754	1	70323-01-	Terrasse	2 016,06 €	Poursuite sans effet
2014	T-629	1	70323-01-	Terrasse	2 016,06 €	Poursuite sans effet
2015	T-1081	1	70323-822-	Marché	87,50 €	Poursuite sans effet
2015	T-1251	1	70323-822-	Marché	70,00 €	Poursuite sans effet
2015	T-1259	1	70323-822-	Marché	52,50 €	Poursuite sans effet
2015	T-860	1	70323-822-	Marché	54,51 €	Poursuite sans effet
2015	T-867	1	70323-822-	Marché	87,50 €	Poursuite sans effet
2015	T-966	1	70323-822-	Marché	70,00 €	Poursuite sans effet
2015	T-238	1	7362-95-	Taxe de séjour	759,33 €	Poursuite sans effet
2015	T-239	1	7362-95-	Taxe de séjour	367,29 €	Poursuite sans effet
2015	T-1038	1	752-020-	Location salle	100,00 €	Poursuite sans effet
2016	T-69	1	7362-95-	Taxe de séjour	327,69 €	Poursuite sans effet
2016	T-524	1	73362-91-	Marché	133,25 €	Poursuite sans effet
2016	T-62	1	70321-822-	Autorisation de voirie	240,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-117	1	7066-61-	Portage repas	178,50 €	Poursuite sans effet
2017	T-704600000035	1	704--	Participation branchements égouts	2 775,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-1011	1	7067-213-	Alsh	4,30 €	Poursuite sans effet
2017	T-704600000062	1	704--	Participation branchements égouts	1 575,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-704600000064	1	704--	Participation branchements égouts	2 700,00 €	Poursuite sans effet
2017	T-842	1	7362-95-	Taxe de séjour	147,74 €	Poursuite sans effet
2017	T-1179	1	7336-91-	Marché	122,50 €	Poursuite sans effet
2018	T-193	1	70321-822-	Autorisation de voirie	36,00 €	Poursuite sans effet
2018	T-704700000033	1	7066--	Crèche	11,75 €	Poursuite sans effet
2018	T-256	2	7331-71-	Loyers	8,72 €	Poursuite sans effet
2018	T-138	2	7331-71-	Loyers	8,72 €	Poursuite sans effet
2018	T-138	1	752-71-	Loyers	89,95 €	Poursuite sans effet
2018	T-102	1	752-71-	Loyers	89,95 €	Poursuite sans effet
2018	T-256	1	752-71-	Loyers	89,95 €	Poursuite sans effet
2018	T-102	2	7331-71-	Loyers	8,72 €	Poursuite sans effet
2018	T-617	1	7067-213-	Alsh	23,00 €	Poursuite sans effet
2018	T-618	1	7067-213-	Alsh	121,10 €	Poursuite sans effet
2018	T-619	1	7067-213-	Alsh	11,70 €	Poursuite sans effet
2018	T-1104	1	7066-61-	Portage repas	15,60 €	Poursuite sans effet
2019	T-120	1	7067-213-	Alsh	0,65 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-121	1	7067-213-	Alsh	23,00 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-967	2	7362-95-	Taxe de séjour	1,08 €	Personne disparue
2019	T-967	1	7362-95-	Taxe de séjour	10,80 €	Personne disparue
2019	T-966	2	7362-95-	Taxe de séjour	0,89 €	Personne disparue
2019	T-964	1	7362-95-	Taxe de séjour	19,75 €	Personne disparue
2019	T-964	2	7362-95-	Taxe de séjour	1,97 €	Personne disparue
2019	T-965	1	7362-95-	Taxe de séjour	8,29 €	Personne disparue
2019	T-965	2	7362-95-	Taxe de séjour	0,83 €	Personne disparue
2019	T-966	1	7362-95-	Taxe de séjour	8,92 €	Personne disparue
2019	T-969	2	7362-95-	Taxe de séjour	2,54 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-969	1	7362-95-	Taxe de séjour	25,40 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-1306	1	70323-822-	Occupation DPM	145,73 €	Décédé et demande renseignement négative
2019	T-972	2	7362-95-	Taxe de séjour	1,06 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-973	2	7362-95-	Taxe de séjour	0,88 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-973	1	7362-95-	Taxe de séjour	8,84 €	RAR inférieur seuil poursuite
2019	T-972	1	7362-95-	Taxe de séjour	10,56 €	RAR inférieur seuil poursuite
2020	T-71	1	7067-213-	Garderie	20,80 €	RAR inférieur seuil poursuite
2020	T-577	1	7066-61-	Portage repas	51,00 €	Décédé et demande renseignement négative
2020	T-576	1	7066-61-	Portage repas	51,00 €	Décédé et demande renseignement négative
2020	T-575	1	7066-61-	Portage repas	51,00 €	Décédé et demande renseignement négative
2021	T-888	1	70323-822-	Occupation DPM	158,88 €	Décédé et demande renseignement négative
					20 282,25 €	



VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'état des produits irrécouvrables dressé par la Trésorerie de Saint-Vincent-de-Tyrosse,

VU le décret n°98-1239 du 29 décembre 1998,

CONSIDÉRANT que toutes les opérations visant à recouvrer des créances ont été diligentées par la Trésorière Principale de Saint-Vincent-de-Tyrosse dans des délais légaux,

CONSIDÉRANT qu'il est désormais certain que ces créances ne peuvent plus faire l'objet d'un recouvrement en raison des motifs d'irrécouvrabilité évoqués par la Comptable.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des finances réunie le 28 août 2023,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

ADMET en non-valeur les créances communales dont le détail figure ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire


- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-003 : Ajustement de la provision pour dépréciation des créances douteuses

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, la constitution des provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire au vu de la réglementation. Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le Comptable Public, une provision doit être



constituée par délibération, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé à partir des éléments communiqués par le comptable public.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (comptenu, notamment, de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité est supérieure à celle attendue.

L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'Ordonnateur et la Comptable, sur la base de tableaux de bord. L'objectif est d'aboutir à une évaluation, la plus précise possible, du montant de la provision des créances du fait de leur irrecouvrabilité.

Le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender cette incertitude, fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants ».

L'analyse effectuée conjointement entre la Comptable Publique et la Commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types. Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances anciennes et très douteuses et des provisions sur la base du seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Concernant l'année 2023, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Niveau du risque d'irrecouvrabilité (ancienneté, infos TG ...)	Taux de dépréciation	Montant des restes à recouvrer	Montant du stock de provisions à constituer
Niveau faible	0%	2 287,19 €	0,00 €
Niveau Modéré	15%	30 830,04 €	4 624,51 €
Niveau élevé	100%	29 739,43 €	29 739,43 €
		62 856,66 €	34 363,94 €

Provisions déjà constituées	13 934,14 €
Provisions à constituer pour 2023	20 429,80 €

1. Le montant des provisions déjà constituées sur l'exercice 2022 est de 13 934,14 €, il convient donc de constituer le complément de provision nécessaire à hauteur de 20 429,80 €.
2. Cependant, il convient de reprendre une partie de cette provision à hauteur des admissions en non-valeur délibérée précédemment pour la somme de 20 282,25 €.



VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

VU l'avis favorable de la Commission des finances en date du 28 août 2023,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

CONSTITUE une provision au compte 6817 pour dépréciations des actifs circulants de 20 429,80 € au budget principal.

INSCRIT une reprise de la provision pour 20 282,25 € au vu des admissions en non-valeur constatées par la délibération présentée précédemment.

ACTUALISE annuellement le calcul et inscrit au budget communal cette provision pour les prochains exercices.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Mélie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-004 : Clôture du budget annexe Pédebert extension 2

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la convention du 12 février 2016 et son avenant relatifs aux travaux de requalification de la voirie de la Zone d'Activités de Pédebert,

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

CONSIDÉRANT que les opérations sur le budget lotissement Pédebert extension 2 (73805) sont terminées,



CONSIDÉRANT que la Communauté des communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS), dans son courrier du 17 mai 2023, acte la fin des travaux de requalification voirie sur la ZA Pédebert.

L'EPCI précise également que les montants déjà versés par la Commune de Soorts-Hossegor couvrent la part de financement sur laquelle cette dernière est engagée et déclare comme soldés la convention et son avenant y afférant.

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, Madame la Trésorière municipale nous confirme que l'excédent du budget annexe Pédebert extension 2 est de 268 779,43 €,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de clôturer le budget annexe Pédebert extension 2 au 31 décembre 2023 et de transférer préalablement l'excédent de ce budget, à savoir 268 779,43 € sur le budget principal.

ACTE qu'à l'issue de ces opérations, le budget annexe Pédebert extension 2 sera clôturé.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-005 : Subvention complémentaire 2023 à l'Office de Tourisme d'Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Office de Tourisme d'Hossegor d'un complément de subvention pour l'année 2023 à hauteur de 67 000 € afin de permettre, avant la fin de l'année, le paiement par l'association du solde de l'indemnité de licenciement de l'ancien directeur de la structure, Monsieur Ronan PERARD.

CONSIDÉRANT les débats qui se sont tenus lors de la Commission Générale du 12 septembre 2023,



Il est proposé au vote de l'assemblée délibérante, le versement d'une subvention complémentaire à l'association Office de Tourisme d'Hossegor d'un montant de 67 000 €, au titre de l'année 2023. Pour rappel, ce complément s'additionne à la subvention initiale 2023 de 301 000 €.

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, membres de l'association Office de Tourisme d'Hossegor.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

2 abstentions (B. MERLET/H. ARBEILLE)

4 non-votants (C. VIGNAUD/E. BESCHERON /V. CAZAVANT/C. CABANAC-ESCANDE)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le versement d'une subvention complémentaire de 67 000 €, au titre de l'année 2023, à l'association Office de Tourisme d'Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens 2023 avec l'association Office de tourisme d'Hossegor.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-006-01 : Décision modificative n°1/2023 budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°230317-05-01 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°1/2023 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 404 854,21 € et en section d'investissement à -522 747,85 €.

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	F	70	62	70323		Redevance d'occupation du domaine public	-16 000,00
R	F	731	01	73111		Fiscalité directe	72 709,00
R	F	74	01	74111		Dotation Globale Forfaitaire	27 969,00
R	F	74	01	741121		Dotation de solidarité	8 104,00
R	F	75	020	75821		Excédent des budgets annexes (Pédebert 2)	268 781,33
R	F	75	020	75888		Autres produits de gestion courante	23 008,63
R	F	78	01	7817		Reprise sur dépréciation des actifs circulants	20 282,25
						Recettes de fonctionnement	404 854,21



D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	
D	I	204	512	2041582	PLAN.LU-AP	Sydec Plan Lumière	-408 269,00
D	I	204	512	2041582	9746AP	Sydec Plan Lumière	408 269,00
D	I	20	510	202		Etude chromatique	46 656,00
D	I	21	734	2151	PLUVIAL-AP	Réseaux de voirie (pluvial)	-131 215,32
D	I	21	734	2151	9477AP	Réseaux de voirie (pluvial)	131 215,32
D	I	21	845	2151	VOIRIE-AP	Réseaux de voirie (voirie)	-70 000,00
D	I	21	845	2151	9478AP	Réseaux de voirie (voirie)	70 000,00
D	I	21	71	2128		Autres agencements et aménagements Canalisation transfert sable lac vers océan	-855 000,00
D	I	21	71	2128		Autres agenc. et aménagts. Plan plage	-16 960,00
D	I	21	71	2128	9479AP	Autres agenc. et aménagts. Plan plage	101 960,00
D	I	21	510	21531		Installations générales agencements bâtiments publics	-50 000,00
D	I	21	510	21538		Autres réseaux	15 000,00
D	I	21	311	21611		Œuvres d'art	-2 600,00
D	I	23	11	2313	9460-AP	Réhabilitation Police	-50 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments	-41 803,85
D	I	23	510	2315	9757-AP	Place des Landais	330 000,00
Dépenses d'investissement							-522 747,85

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I	13	510	1321	9457	Subventions - Place des Landais	5 000,00
R	I	13	11	1323	9460	Subventions - Police	1 500,00
R	I	13	71	13251		Subventions - Canalisation transfert sable lac vers océan	-769 500,00
R	I	13	551	1328		Subventions - Réhabilitation logements	6 500,00
R	I	13	020	1328		Subventions - Etude chromatique	23 328,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	210 424,15
Recettes d'investissement							-522 747,85

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2023 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le Maire,



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-006-02 : Décision modificative n°1/2023 budget annexe Casino

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget annexe Casino.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°230317-05-02 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget annexe Casino,



La Décision Modificative (DM) n°1/2023 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 0,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	F						
Dépenses de fonctionnement							0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	F						
Recettes de fonctionnement							0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	I	23	632	2313		Travaux divers	-200 000,00
D	I	23	632	2313	9455-AP	Réhabilitation Sporting	200 000,00
Dépenses d'investissement							0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I						
Recettes d'investissement							0,00

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2023 du budget annexe casino telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-006-03 : Décision modificative n°1/2023 budget annexe Pédebert extension 2

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget annexe Pédebert extension 2 afin de prévoir les écritures de clôture de ce budget à la fin de l'année en ayant préalablement transféré l'excédent de fonctionnement sur le budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des Finances réunie le 28 août 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°230317-05-04 du 17 mars 2023 portant vote du budget primitif 2023 du budget annexe Pédebert extension 2,



La Décision Modificative (DM) n°1/2023 du budget annexe Pédebert extension 2 s'équilibre en section de fonctionnement à 1,90 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	F	011	510	6015	Terrains à aménager	-40 000,00
D	F	011	510	605	Achat de matériel, équipement et travaux	-228 779,43
D	F	65	510	65822	Reversement excédent au budget principal	268 781,33
Dépenses de fonctionnement						1,90

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	F	75	510	75888	Autres produits divers de gestion courante	1,90
Recettes de fonctionnement						1,90

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I					
Dépenses d'investissement						0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
R	I					
Recettes d'investissement						0,00

*Après en avoir délibéré,
 A l'unanimité,
 Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2023 du budget annexe Pédebert extension 2 telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
 Au registre suivent les signatures,
 Pour extrait certifié conforme,
 A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maelle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-007-01 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement – décision modificative n°1/2023 du budget principal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGIER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la Commission des finances qui s'est réunie le 28 août 2023,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2023 du budget principal.



Les autorisations concernées par les modifications sont :

- AP19.002 : Place des Landais

Il convient alors de faire glisser 330 000 € des crédits de paiement 2024 à 2023.

AP19.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
BP 2023	4 680 978,34	852,12	37 597,80	80 877,54	526 035,88	3 635 000,00	400 615,00	4 680 978,34
+/-						330 000,00	-330 000,00	0,00
DM1 2023	4 680 978,34	852,12	37 597,80	80 877,54	526 035,88	3 965 000,00	70 615,00	4 680 978,34

- AP21.001 : Poste de Police

Il convient de réduire les crédits de paiement 2023 de 50 000 €.

AP21.001	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023	TOTAL CP
BP 2023	1 199 827,36	31 569,80	428 257,56	740 000,00	1 199 827,36
+/-	-50 000,00			-50 000,00	-50 000,00
DM1 2023	1 149 827,36	31 569,80	428 257,56	690 000,00	1 149 827,36

- AP23.002 : Plan Plage

Il convient de créer une nouvelle ACP pour le Plan plage.

AP23.002	AP	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
+/-	250 000,00	101 960,00	148 040,00	250 000,00
DM1 2023	250 000,00	101 960,00	148 040,00	250 000,00

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE les modifications apportées aux autorisations de programme et aux crédits de paiement relatifs à la Place des Landais et au Poste de police.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération 230922-007-02 : Autorisations de paiement et crédits de paiement – décision modificative n°1/2023 du budget annexe Casino

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la Commission des finances qui s'est réunie le 28 août 2023,



Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant d'une APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2023 du budget annexe Casino.

L'autorisation concernée par la modification est :

- AP19.002 : Réhabilitation Sporting-Casino

Il convient alors de faire glisser 200 000 € des crédits de paiement 2024 à 2023.

AP19.002	AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024
BP 2023	8 276 981,80	106 362,04	44 872,39	52 447,37	205 300,00	1 633 333,00
+/-					200 000,00	-200 000,00
DM1 2023	8 276 981,80	106 362,04	44 872,39	52 447,37	405 300,00	1 433 333,00

CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	TOTAL CP
1 466 667,00	2 237 626,00	2 040 106,00	490 268,00	8 276 981,80
				0,00
1 466 667,00	2 237 626,00	2 040 106,00	490 268,00	8 276 981,80

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE les modifications apportées à l'autorisation de programme et aux crédits de paiement relatifs à la Réhabilitation du Sporting-Casino.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-008 : Dépôt d'un permis de construire pour l'extension du poste de secours de la plage Sud

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Madame la Première Adjointe précise que les maîtres-nageurs sauveteurs sont confrontés à un problème d'espace pour sécuriser à l'intérieur du bâtiment existant l'ensemble du matériel nécessaire à leurs missions.

Il est proposé d'agrandir le poste de secours jusqu'à la passerelle en bois (environ 45 m²).

Les grands principes de ce projet ont été présentés et validés en Commission Générale du 12 septembre 2023.



CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer un permis de construire pour l'extension du poste de secours de la plage Sud.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

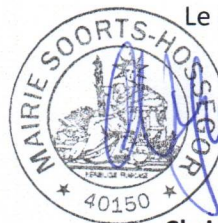
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maïlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-009 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Sporting-Casino

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Il précise que délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation des services publics le 28 août 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,



VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Casino municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor signée le 1^{er} novembre 2013, délégataire retenu par délibération en date du 26 juin 2013.

CONSIDÉRANT que la société a remis à la Commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

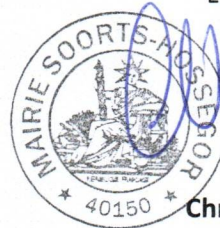
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-010 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe tennistique

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 5 septembre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,



VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du tennis municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la SARL Odyssey Sports signée le 20 juin 2018, délégataire retenu par délibération en date du 14 juin 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

*Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-011 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe du Trinquet

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 17 mai 2022 au 31 décembre 2022.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 5 septembre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.



VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société Pelote Passion « le Trinquet » signé le 17 mai 2022, délégataire retenu par délibération en date du 29 avril 2022,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 17 mai 2022 au 31 décembre 2022, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

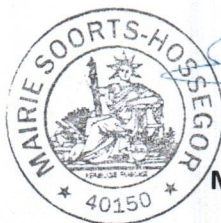
PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

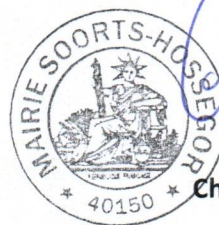
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-012 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le mini-golf

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf établi par la SAS Grasshopper Putting Garden pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 5 septembre 2023.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé avec la convocation des conseillers le 15 septembre 2023.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,



VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec SAS Grasshopper Putting Garden signé le 31 décembre 2018, délégataire retenu par délibération en date du 23 novembre 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du mini-golf établi par la SAS Grasshopper Putting Garden pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n° 230922-013 : Approbation des tarifs du golf d'Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

CONSIDÉRANT l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor ;

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCQ,
- M. Henri ARBEILLE,
- M. Baudouin MERLET,



**Après en avoir délibéré,
Avec 20 voix pour
1 voix contre (E. DUPOUY)
3 non-votants (J. BELLOCQ/ H. ARBEILLE/ B. MERLET)
Le Conseil Municipal,**

AUTORISE « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1^{er} octobre 2023, les tarifs :

- Cotisation à l'école de Golf :
 - 185 € TTC au lieu de 170 € TTC ;

Cette augmentation inclut la licence obligatoire de 21€ ou 25€ selon l'âge du licencié.

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-014 : Choix du candidat pour l'exploitation et la gestion du casino de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 1120-1 et suivants et L. 3100-1 et suivants,

Vu la délibération en date du 28 avril 2023 décidant notamment du principe de lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion du Casino de Soorts-Hossegor pour une durée de 4 ans et autorisant Monsieur le Maire à accomplir les formalités nécessaires à la sélection du délégataire,

Vu la consultation qui s'est déroulée comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « Landespublic » le 9 mai 2023 ; l'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la Commune le 9 mai 2023, sur le journal des casinos le 19 mai 2023, publié au JOUE le 19 mai 2023, et sur le BOAMP le 13 mai 2023,



Vu le registre des dépôts clos le 20 juin 2023 à 11h00 comportant la candidature et l'offre suivante :

SPORTING CASINO HOSSEGOR

119 avenue Maurice Martin

40150 SOORTS-HOSSEGOR

Vu le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 29 juin 2023 analysant la candidature et dressant la liste des candidats admis à présenter une offre,

Vu le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 13 juillet 2023 analysant l'offre et autorisant Monsieur le Maire à négocier avec le candidat,

Vu l'offre finale présentée par le candidat,

Vu le rapport de Monsieur le Maire établi en application des dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, exposant, notamment, le déroulement de la procédure, l'analyse de la proposition du candidat admis à présenter une offre, les motifs du choix de l'attributaire auquel il a procédé et l'économie générale du contrat, transmis aux élus municipaux le 6 septembre 2023,

Vu le projet de contrat de concession portant délégation de service public et ses annexes,

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession portant délégation de service public et ses annexes,

Considérant qu'au terme des négociations, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir l'offre de la société d'Exploitation du Sporting Casino Hossegor, représentée par Madame PIMARD, Directrice Générale Déléguée, dans la mesure où il s'agit de la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante sur la base des critères objectifs, précis et liés à l'objet du contrat de concession et à ses conditions d'exécution, qui ont été définis dans le Règlement de Consultation,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le choix de la société d'Exploitation du Sporting Casino Hossegor en qualité de concessionnaire de la délégation de service public pour la gestion du casino de Soorts-Hossegor.

APPROUVE le contrat de concession portant délégation de service public pour la gestion du casino de Soorts-Hossegor et ses annexes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat de concession portant délégation de service public pour la gestion du casino de la Commune de Soorts-Hossegor à compter du 1^{er} mars 2023 et pour une durée de quatre (4) ans.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-015 : Délégation de service public – Contrat de bail – Sporting-Casino

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que la durée de la délégation de service public pour l'exploitation du casino municipal est fixée à compter du 1^{er} mars 2024 et pour une durée de 4 ans ; il semble opportun de fixer l'échéance du contrat de bail sur la même période.

Le délégataire devra s'acquitter d'un loyer de 90 000 € TTC annuel ; une part forfaitaire de ce loyer fixée à 50 000 € sera indexée chaque année en fonction du coût de la construction publié trimestriellement par l'INSEE.

VU la délibération en date du 22 septembre 2023 approuvant le choix de la société Sporting Casino Hossegor pour l'exploitation du service public du Casino municipal,



VU l'arrêté du 14 mai 2007, et notamment son article 3 précisant que « lorsque l'immeuble où fonctionne le casino appartient à la commune, le bail intervenu entre la municipalité et l'exploitant doit être distinct du cahier des charges. La durée du cahier des charges ne peut excéder 20 ans »,

CONSIDERANT que le bâtiment où est exploité le casino municipal est un bâtiment appartenant à la Ville de Soorts-Hossegor et qu'il doit en conséquence être établi un contrat de bail avec l'exploitant,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal***

APPROUVE les termes du contrat de bail à intervenir entre la société Sporting Casino Hossegor et la Commune de Soorts-Hossegor (contrat joint en annexe à la présente délibération).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de bail et toutes les pièces y afférentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

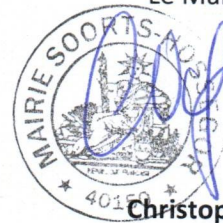
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 22 septembre 2023

Délibération n°230922-016 : Avenant à la délégation de service public pour la gestion du Mini-Golf

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le quinze septembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Michel VILLEGGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL a donné procuration à Gaëtane ARICKX, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Lionel BARBERIS.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Par délibération en date du 23 novembre 2018, la Collectivité a décidé de désigner la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN pour la délégation de service public d'exploitation du mini-golf dans l'enceinte du Sporting-Casino, à compter du 1^{er} janvier 2019 pour une durée de six années.

Monsieur le Maire informe que le gérant actuel, Monsieur Toby MORGAN, souhaite arrêter l'activité et l'exploitation du mini-golf, celle-ci n'étant pas assez rentable.

Monsieur le Maire précise que la commission de délégation des services publics, réunie le 5 septembre 2023, a accueilli favorablement cette demande, car cette évolution permettra d'intégrer cet espace aujourd'hui peu utilisé dans le projet de réhabilitation du Sporting-Casino.

Il indique que le montant du contrat de concession initial étant estimé à 450 000€ HT ; le fait de résilier par anticipation la délégation représente une moins-value pour la commune de 15 000 HT,



soit 3,33% par rapport à l'estimation initiale du contrat de délégation de service public. Cette résiliation ne modifiera donc que très substantiellement le contrat en cours.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant qui permettra de mettre un terme à la convention signée avec la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN, représentée par Monsieur TOBY Morgan, dans le cadre de la délégation de service public en cours, soit une fin au 31 décembre 2023.

VU l'article L. 1411-6 du Code Général des collectivités territoriales,

VU les articles R. 3135-8 et L.3135-1 du code de la commande publique,

VU la délibération en date du 23 novembre 2018 décidant de retenir la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN en tant que délégataire pour l'exploitation du service public du mini-golf,

VU la délibération en date du 23 novembre 2018 autorisant le maire à signer le contrat de bail entre le délégataire (société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN) et la Commune,

VU le contrat de délégation de services publics et le contrat de bail afférent passés entre la société GRASSHOPPER PRO PUTTING GARDEN et la Commune de Soorts-Hossegor,

CONSIDÉRANT que le gérant, Monsieur Toby MORGAN, souhaite mettre un terme à son activité à la fin de l'année 2023 et de ce fait, mettre fin à la délégation de service public qui le lie avec la commune dans la gestion du mini-golf une année avant la date initialement prévue au contrat ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant considéré à la délégation de service public pour la gestion du Mini-Golf, ainsi que tout document s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

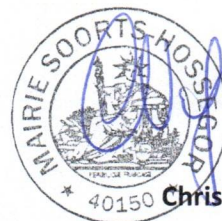
A SOORTS-HOSSEGOR, le 22 septembre 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD